

Incendie de Lubrizol, à Rouen : dix chiffres pour mesurer l'ampleur de la catastrophe

Jérémy CHATET

4-5 minutes

Dix jours après l'incendie de l'usine chimique Lubrizol, à Rouen, [de nombreuses questions demeurent](#). Alors que des analyses se poursuivent et que des mesures de précaution restent valables notamment à l'égard des agriculteurs, voici une sélection de dix chiffres à retenir pour mesurer l'ampleur de cette catastrophe industrielle.

Une zone de confinement de 500 mètres

Quelques heures après le déclenchement de [l'incendie de l'usine Lubrizol](#), jeudi 26 septembre 2019, la préfecture de la Seine-Maritime a décrété une zone de confinement de 500 mètres autour des lieux de l'incendie.

Les habitants ont été invités à rester chez eux. Ce périmètre de confinement a été levé dans l'après-midi. En plus de Rouen, 13 communes ont également été concernées par ces mesures de précaution. Aucun établissement scolaire n'a ouvert de la journée.

240 pompiers mobilisés

Au plus fort de l'incendie, [240 pompiers ont été mobilisés pour circonscrire le feu](#). 25 000 litres d'eau par minute ont été projetés.

Sur place dès 02 h 40 du matin, les soldats du feu ont reçu le renfort de leurs collègues des départements voisins. S'ils ont lutté toute la journée de jeudi pour venir à bout de l'incendie, les pompiers sont restés sur place plusieurs jours, pour refroidir les fûts restants et s'assurer qu'aucune reprise de feu n'était en cours.

110 sites Seveso en Normandie

Lubrizol fait partie des 110 sites Seveso répartis dans la région Normandie. Sur ces 110 sites, plus de la moitié (58) sont classés en seuil haut et 52 sont en seuil bas. Une différence qui tient notamment à la nature et au volume des produits fabriqués et stockés dans l'enceinte des usines.

11 000 m²

C'est la surface de l'usine Lubrizol qui a disparu sous les flammes, soit 10 % de la surface totale du site.

Au total, 206 salariés travaillaient sur le site de Lubrizol. Dans l'environnement du site, trois entreprises sont à l'arrêt.

Depuis l'incendie, une soixantaine de salariés est toujours présente sur le site pour les activités liées à la mise en sécurité et à la gestion de la situation.

Six ministres en déplacement à Rouen

Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, s'est rendu le premier à Rouen, jeudi 26 septembre en fin de matinée. Il a été suivi par Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et [Didier Guillaume](#), ministre de l'Agriculture.

Lundi 30 septembre, c'est [Édouard Philippe qui s'est rendu sur le site de Lubrizol](#). Le Premier ministre a tenu à « rassurer », promettant une nouvelle fois que « *tout ce qui sera déterminé* (lors de l'enquête judiciaire et des différentes analyses complémentaires N.D.L.R) *sera rendu public* ».

112 communes impactées

4 000 personnes dans les rues

Inquiets quant aux possibles conséquences sanitaires de cette catastrophe industrielle et en colère envers la communication hasardeuse de l'État, [près de 4 000 personnes ont défilé dans le centre-ville de Rouen](#), mardi 1er octobre 2019, pour réclamer « *justice et vérité* ».

5 253 tonnes de produits brûlées

Un numéro vert

Au cours de l'incendie, des fragments de toiture en fibrociment contenant de l'amiante ont été projetés. [De nombreux habitants les ont retrouvés dans leur jardin](#). Un numéro vert, le 0 800 009 785, a été mis en place afin que les particuliers signalent ces débris et qu'une entreprise spécialisée vienne les récolter.

Trois campagnes de mesure d'amiante

Selon la préfecture, trois campagnes de [mesures de fibres d'amiante](#) ont été effectuées. La première, diligentée par l'entreprise, a eu lieu le 27 septembre sur un périmètre de 300 mètres autour du site.

La deuxième a été réalisée par le bureau Veritas, à la demande du préfet, lundi 30 septembre, dans un périmètre correspondant au panache et allant jusqu'à une distance de 15 km.

[Une troisième campagne a été réalisée, portant un rayon de 800 mètres autour de Lubrizol](#). Toujours selon la préfecture, « *cette série de trois campagnes permet donc de considérer que l'incendie n'a pas généré autour du site de niveaux inhabituels ou préoccupants de fibres d'amiante dans l'air* ».